

SIDI-AICH

Grève illimitée des postiers contre la sanction de leur syndicaliste

Les postiers de Sidi-Aïch ont déclenché depuis hier un mouvement de grève illimité en signe de protestation contre la suspension de leur syndicaliste Amar Younsi.

Sous les slogans «Non à l'injustice et aux dépassements du directeur de l'UPW de Béjaïa», «Nous sommes tous suspendus», les postiers protestataires ont observé un rassemblement devant le bureau de l'agence postale de Sidi-Aïch pour exiger la réhabilitation immédiate et sans

conditions de leur camarade Younsi Amar sanctionné illégalement et arbitrairement», a-t-on dénoncé.

Dans une déclaration, le conseil syndical autonome des postiers de la wilaya de Béjaïa s'est élevé de son côté avec force et détermination contre l'attitude et le comportement du directeur

de l'UPW de Béjaïa ayant notifié d'une manière, selon lui, «injuste et illégale».

«Cette sanction est perçue à nos yeux comme un abus d'autorité et un excès de zèle du directeur qui se considère au-dessus de tous», dénonce le conseil syndical autonome des postiers de la wilaya, estimant que cette décision est «un complot machiavélique digne des pratiques mafieuses et de complotage de bas étage orchestré par

le chef d'établissement de Sidi-Aïch qui a juré de se venger de notre camarade», note-t-on dans le même document.

Le SNAP de Béjaïa explique que «cette menace vise à étouffer toute voix de contestation et la remise en cause tout simplement de notre syndicat qui dérange notre directeur (...) Rien ne nous fera reculer devant les intimidations et notre volonté d'aller de l'avant pour dénoncer un

mode de gestion foulant aux pieds les lois de la République et règlement intérieur nommant et renvoyant injustement les travailleurs (cas de Souk-El-Tenine)», précise le SNAP de Béjaïa.

Le même syndicat rappelle, par la même occasion, ses écrits pour l'ouverture du dialogue concernant le cas du chef d'établissement d'Abaïnou.

Se disant fermement déterminés à «réhabiliter

leur camarade dans ses droits», les syndicalistes du SNAP de Béjaïa ont lancé un appel au directeur général d'Algérie Poste et en direction de la ministre de tutelle afin de dépêcher une commission d'enquête et d'intervenir pour «mettre fin aux agissements de ce directeur que nous tiendrons pour seul responsable des conséquences qui en découleront», mettent-ils en garde.

A. K.

DAÏRA DE BÉJAÏA

Une liste d'indépendants réclame le décompte des bulletins de vote

La proclamation officielle des résultats des législatives n'a pas manqué, comme il fallait s'y attendre, de faire beaucoup de mécontents également dans la wilaya de Béjaïa. C'est le cas notamment du FLN, du FFS et de la liste des indépendants «Citoyens libres» qui sont montés au créneau pour contester les résultats officiels en introduisant des recours auprès du Conseil constitutionnel, et ce, conformément à la loi organique portant régime électoral, notamment son article 171.

Hier, dans une conférence de presse, l'ex-président de l'Assemblée populaire communale d'Aokas et l'ancien président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Hamid Ferhat, tête de liste des candidats indépendants «Citoyens libres (LCL)», s'est plaint d'avoir été «amputé de plus de 400 voix, exprimées au profit de sa liste et reportées au profit d'une autre liste indépendante, celle d'«Initiative citoyenne», qui, pour rappel, a remporté un siège. «Après vérification des procès-verbaux de dépouillement des bureaux de vote de la daïra de Béjaïa (communes de Béjaïa et Oued-Ghir), il nous a été donné de constater un impair flagrant et délibéré commis par l'administration en permutant les lettres «A» et «B» entre les deux listes indépen-

dantes, influant sur les résultats obtenus par chacune des deux listes en lice», signale Hamid Ferhat qui conduit la liste d'indépendants les Citoyens libres (LCL).

Tout en dénonçant énergiquement ce qu'il qualifie dans sa déclaration de «procédés d'un autre âge», le même candidat, qui exige «solennellement le rétablissement dans leurs droits en procédant au décompte des bulletins de vote dans les deux circonscriptions concernées», annonce par la même occasion qu'un recours «appuyé par des preuves formelles sera déposé dans les délais au niveau du Conseil constitutionnel conformément à l'article 171 de la loi organique n°16/10 du 25 août 2016 relative au régime électoral».

Accompagné par ses colistiers, Hamid

Ferhat a déroulé ce qu'il estime constituer des preuves probantes de ses accusations. A titre d'exemple, le candidat cite le cas qui s'est produit au centre de vote n°19 école Bouadoudia-Mohamed, bureau de vote n°7 dans la commune de Béjaïa où 22 voix obtenues par la liste de Citoyens libres ont été attribuées, suite à cette permutation de lettres, à la liste concurrente.

Une erreur qui a été découverte lorsque la candidate de la liste LCL, en l'occurrence Ouramdane Khokha qui a voté avec sa famille dans ledit bureau, a constaté que sur le P-V de dépouillement, sa liste a recueilli zéro voix et 22 suffrages au profit de la liste concurrente, a-t-il mis en avant.

Selon le même Ferhat Hamid, «un nombre important de suffrages exprimés en leur faveur ont été ainsi détournés et comptabilisés au profit de la liste Initiative citoyenne».

Devant la presse, Ferhat Hamid et ses colistiers de la liste Citoyens Libres ont présenté un document analysant des résultats de la daïra de Béjaïa à travers lequel ils entendent montrer «une perte de près 400

voix attribuées à la liste concurrente», selon eux. Si le document exhibé devant la presse fait ressortir réellement un manque de près de 400 voix, il n'en demeure pas moins qu'il reste sans aucune valeur juridique à même de remettre en cause les résultats officiels accordant un siège à la liste Initiative citoyenne.

A ce sujet et pour appuyer ses accusations, Rabah Meksem, deuxième de la liste Citoyens libres, affirme détenir «des preuves formelles de ce que nous avançons. Des preuves concrètes appuyant notre recours», a-t-il soutenu.

Du côté du FFS, le recours introduit porte sur le nombre de bulletins invalidés. «L'administration a invalidé plus de 800 bulletins, considérés à tort comme bulletins nuls.»

Le Front de libération nationale (FLN) estime que ses résultats au niveau de la wilaya dépassent les 2 sièges qui lui ont été attribués. Le FLN conteste «l'attribution» de deux sièges à deux listes qui, selon lui, «n'ont pas atteint les 5%».

A. K.

AÉROPORT RABAH-BITAT DE ANNABA

Inauguration d'une importante unité de la Protection civile

Une nouvelle unité d'intervention de la Protection civile a été mise en service, hier, au niveau de l'aéroport international Rabah-Bitat de Annaba.

Inaugurée par le wali de Annaba, Youcef Cherfa, à l'occasion de la commémoration des massacres du 8 Mai 1945 par le colonialisme français, cette importante unité a été baptisée du nom du chahid de la guerre de Libération nationale, Tayeb Deradji, natif de la localité de Aïn-Berda (Annaba).

Réalisée en un temps record, cette nouvelle unité de la Protection civile est dotée d'importants moyens humains et matériels. Outre sa principale mission consistant à protéger la

nouvelle aérogare Rabah-Bitat, cette unité aura à intervenir sur les axes routiers (RN 44 et RN 84 A) réputés pour les nombreux accidents enregistrés chaque année, selon le commandant Abdelhamid Belhouchi, responsable de la cellule de communication de la Protection civile de Annaba.

Cette institution de secours et d'intervention dans des cas extrêmes dispose dans cette wilaya de 17 unités dont une principale et 16 secondaires. Il y a moins d'un mois, cette structure était en effervescence. Et pour cause, des exercices de simulation d'un crash d'avion transportant quelque 120 passagers, suite à un faux décollage, ont été exécutées par les éléments de la Protection civile de Annaba.

A l'issue de la cérémonie d'inauguration de la nouvelle unité de la Protection civile de l'aéroport, le chef de l'exécutif de la wilaya de Annaba s'est rendu au centre-ville pour procéder également à une autre inauguration.

Il s'agit de la première édition du Salon national du printemps du livre.

Sous des chapiteaux érigés à l'occasion, des maisons d'édition des secteurs public et privé ont planté le décor pour cette manifestation culturelle. Elles sont exactement au nombre de 20 exposants présentant des milliers de livres traitant de divers sujets et spécialités qui ont investi sur le mythique cours de la Révolution pour une quinzaine de jours.

A. Bouacha

TLEMCCEN

La police se modernise

Dans le souci de satisfaire aux critères universels et du respect des droits de l'homme, la Sûreté de la wilaya de Tlemcen a procédé à l'inauguration de deux salles de contrôle à distance pour l'observation continue des cellules de détention. Ce système permettra de suivre les conditions et les mouvements des personnes arrêtées pendant toute la durée légale de la garde à vue.

Des caméras électroniques sont installées à l'intérieur des trois cellules réservées aux hommes, aux femmes et aux mineurs, ainsi qu'une salle réservée aux avocats de la défense.

Afin de préserver l'hygiène en milieu carcéral, des trousseaux sanitaires seront remis à toute personne faisant l'objet de garde à vue. Les cellules sont équipées de détecteur de fumée et de chaleur et ce, pour parer au plus pressé. D'autre part, les personnes souffrant de maladies chroniques (diabète et hypertension) sont signalées automatiquement.

Cette inauguration au niveau du siège de la sûreté de wilaya a eu lieu en présence des autorités judiciaires et de la presse écrite.

M. Zenasni

Algérie Télécom innove

Poursuivant sa feuille de route dans le cadre de la modernisation, Algérie Telecom a mis en service 3 nouvelles stations de la 4G LTE FIX E, qui couvrent les zones suivantes, Ouzidane, Aïn el Hadjar et Dar Yaghmoracen.

A noter que 48 stations «4 G LTE FIXE» ont été réalisées au niveau du territoire de la wilaya de Tlemcen dont 8 ont été mises en service durant l'exercice 2017.

M. Z.